

Entrefre pelo Encargado de Negócios
de França em 11/9/84

Este telegrama foi-uo
fechado sem as referencias

CPB

Jakarta, le 3 août 1984

25/9/84

COMME TOUJOURS A PAREILLE EPOQUE DE L'ANNEE, A L'APPROCHE DE L'OUVERTURE DE L'AG DES NU ET SANS QU'IL FAILLE Y VOIR NECES- SAIREMENT UN LIEN AVEC L'EVOLUTION DE LA SITUATION SUR LE TERRAIN, L'AFFAIRE DE TIMOR REFAIT SURFACE. DEVANT LES DIFFERENTES INITIA- TIVES OU DEMARCHES RECENTES DE L'AUSTRALIE, DU PORTUGAL, DES ETATS-UNIS (MESSAGE DE MEMBRES DU CONGRES) DU VATICAN ET DU SECRE- TAIRE GENERAL DES NATIONS-UNIES, TOUTES LARGEMENT RAPPORTEES PAR LA PRESSE LOCALE, LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES A EU L'OCCASION DE RAPPELER AVEC FORCE LE CARACTERE "IRREVOCABLE DE L'INTEGRATION DE LA 27EME PROVINCE" ET DE DENONCER TOUTE "INGERENCE DANS LES AFFAIRES INTERIEURES" DE L'INDONESIE.

..../....

PAGE DEUX

EN REFERENCE AUX DEUX TELEGRAMMES PRECITES, LES DECLARATIONS SUIVANTES DE M. MOCHTAR KUSUMAATMADJA DOIVENT ETRE PLUS PARTICULIEREMENT RELEVES :

2 1) LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, QUI AVAIT PUBLIQUEMENT REVELE QU'IL EXISTAIT DES "CONTACTS" ENTRE LE PORTUGAL ET L'INDONESIE A LA SUITE DU COMMUNIQUE COMMUN SIGNE ENTRE LISBONNE ET LE FRETILIN, L'A ENCORE CONFIRME AVEC FORCE APRES LE DEMENTI APPORTE PAR LES AUTORITES PORTUGAISES. IL A TENU A PRECISER QUE L'INITIATIVE EN ETAIT VENUE DU PORTUGAL, ET QUE CES CONTACTS AVAIENT EU LIEU PAR L'INTERMEDIARE DE M. DE CUELLAR ET M. RAFFENDIN AHMED, EN DONNANT POUR PREUVE LES INDICATIONS FOURNIES A CE SUJET PAR LE SECRETAIRE GENERAL DANS SON RAPPORT : "LE PORTUGAL METTRAIT-IL EN DOUTE CE RAPPORT ?" S'EST INTERROGE M. MOCHTAR KUSUMAATMADJA.

2) LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES VIENT A NOUVEAU D'INVOQUER LE RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL DE L'ONU, DONT DE LARGES EXTRAITS ONT DEJA ETE PUBLIES ICI, LE QUALIFIANT DE "TOUT A FAIT DIGNE DE CONSIDERATION", POUR "REJETER LES PREOCCUPATIONS DES PAYS ETRANGERS SUR TIMOR ORIENTALE QUI DONNENT UNE VUE FAUSSE DE LA SITUATION REELLE DANS L'ANCIENNE COLONIE PORTUGAISE". LA SEULE PREOCCUPATION QUI VAILLE EST CELLE DU GOUVERNEMENT INDONESIEN DEVANT "L'ETAT ARRIERE DE TIMOR APRES UNE LONGUE PERIODE DE COLONISATION ET ELLE EST REFLETEE DANS LES EFFORTS DE DEVELOPPEMENT QUE JAKARTA Y POURSUIT" A AJOUTE LE MINISTRE.

VISANT EN PARTICULIER LA "PREOCCUPATION ELECTORALE" DES MEMBRES DU CONGRES AMERICAIN DEMANDANT QUE DES ORGANISATIONS INTER-
.../...

PAGE TROIS

NATIONALES SOIENT AUTORISEES A EXERCER LEURS ACTIVITES A TIMOR ORIENTALE, M. MOCHTAR KUSUMAATMADJA A RAPPELE, (SANS MENTIONNER LES RESTRICTIONS RECENTES QUI LES ONT FRAPPEES), QUE C'ETAIT DEJA LE CAS, CITANT L'UNICEF, LE CICR, LE SECOURS CATHOLIQUE (CRS), LE HCR, SANS PARLER DES NOMBREUX MISSIONNAIRES. S'AGISSANT DU CICR, LES INDICATIONS FOURNIES PAR LE SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES CONFIRMENT

COMME L'AVAIT INDIQUE LE POSTE, LA REPRISE DE SES ACTIVITES DEPUIS MARS DERNIER.

- X

X

X

OUTRE LA CONCERTATION MAINTENUE AVEC LE SECRETAIRE GENERAL DE L'ONU (VISITE A NEW YORK DE M. MOCHTAR KUSUMAATMADJA EN MAI, VENUE A JAKARTA DE M. RAFFEURDIN EN JUILLET), L'INDONESIE SE PREOCCUPE AUSSI DE RENFORCER SES POSITIONS DANS L'HYPOTHESE OU L'AFFAIRE DE TIMOR, DONT L'EXAMEN AVAIT ETE REPORTE L'AN DERNIER, SERAIT INSCRITE A L'ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLEE GENERALE (IL LUI AVAIT MAN-
que deux voix en 1982) : UNE MISSION COMPOSEE DU DIRECTEUR GENERAL DES AFFAIRES POLITIQUES ET DU DIRECTEUR DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES DOIT SE RENDRE PROCHAINEMENT EN AMERIQUE DU SUD POUR CONFIRMER LES SOUTIENS DEJA ACQUIS A L'INDONESIE (ARGENTINE, CHILI, PEROU, URUGUAY, BOLIVIE ET EQUATEUR) ET TENTER, AU BESOIN AVEC L'APPUI DE CES PAYS, D'INFLECHIR EN SA FAVEUR LES VOTES HOSTILES DU BRESIL ET DU MEXIQUE ET LES ABSTENTIONS DE LA COLOMBIE ET DU VENEZUELA.

NOS COLLEGUES ESPAGNOLS N'EXCLUENT PAS QU'A L'OCCASION D'UN LONG TRANSIT A MADRID, OU AUCUNE ENTREVUE POURTANT N'EST PREVUE AVEC LES AUTORITES ESPAGNOLES, LA MISSION INDONESIENNE PUISSE AVOIR DES CONTACTS AVEC DES REPRESENTANTS PORTUGAIS. (HV). 031500 ./.

SOULIER